

Élisabeth, de Montréal. On me dit qu'environ 600 experts ont assisté à cette conférence sur la pollution et qu'il y avait environ 400 observateurs, y compris plusieurs députés, membres de tous les partis représentés à la Chambre et que ce problème intéresse particulièrement. Je voudrais citer ici M. John P. Tully, secrétaire du comité du Conseil privé sur la pollution des eaux.

Selon lui, la politique adoptée par le Canada au sujet de la pollution pour la prochaine génération sera élaborée à partir des directives établies lors de la conférence nationale sur la pollution, et puisse-t-il avoir raison. M. Tully est, me dit-on, un chimiste qui étudie les problèmes de la pollution depuis plus de 35 ans. Interviewé au sujet de la conférence de cinq jours sur la pollution, organisée par le conseil canadien des ministres des Ressources, il a dit que 600 spécialistes dans divers domaines s'étaient assemblés pour établir, au nom du conseil chargé de conseiller les gouvernements fédéral et provinciaux, les directives sur la pollution de l'eau, de l'air et du sol. Il a ajouté qu'étaient présentes à titre d'observateurs 400 personnes chargées de prendre des décisions, des ministres, des députés, des sous-ministres et des haut fonctionnaires.

Chose qui m'a beaucoup intéressé, il nous a dit qu'il n'y avait jamais eu d'autre conférence à cette fin nulle part dans le monde. J'étais heureux de voir que le Canada prenait l'initiative à l'égard de ce problème très important. Les directives établies à la conférence représentent les meilleurs efforts de pensée des intellectuels canadiens, des législateurs et des administrateurs tant fédéraux que provinciaux, de même que des représentants de l'industrie canadienne.

Sauf erreur, quelques membres du corps médical assistaient à la conférence. A mon avis, la conférence a été surtout utile du fait qu'elle a concentré l'attention du public sur ce problème d'une importance capitale.

Je fais aujourd'hui au ministre et au gouvernement un appel qui n'a rien à voir avec les idées politiques ou autres convictions sectaires. Je suis alarmé de voir nos industries et nos citoyens polluer nos eaux de leurs propres mains, si l'on peut dire.

Partout au Canada, le niveau hydrostatique baisse et pourtant des milliers d'usines et des centaines de systèmes d'égouts municipaux déchargent leurs eaux-vannes dans nos rivières et nos lacs, alors qu'une petite proportion de nos industries et de nos municipalités accordent le traitement qui convient à cette saleté qui ne cesse d'empirer. C'est ce qu'on a clairement indiqué dans les causeries auxquelles j'ai assisté et au cours des discussions en table ronde.

Nous savons tous que l'eau est l'élément vital d'un pays et même si nous avons plus

que triplé notre consommation, nous la polluons et nous détruisons les bassins hydrographiques qui nous la fournissent. Nous détruisons une chose sans laquelle nous ne pouvons survivre et pour laquelle il n'y a pas de succédanés.

L'âme de l'homme, ébranlée et meurtrie par le bruit incessant des villes modernes et les menaces implacables de guerres internationales et civiles—et je ne plaisante pas, monsieur le président—a besoin d'allées bordées d'arbres au lieu d'auto-routes, de voies d'eau pure au lieu de canalisations d'égouts. Nous défigurons le paysage, nous érodons nos sols, nous détruisons nos forêts et nous polluons nos eaux avec le zèle d'un missionnaire. J'en suis convaincu après avoir entendu récemment une ou deux conversations d'industriels que le problème ne semblait pas inquiéter outre-mesure.

Un grand nombre de Canadiens se préoccupent de plus en plus de ce problème et exigent que le gouvernement, à tous les paliers, et l'industrie prennent des mesures pour le régler. Dans ma propre circonscription, les municipalités et d'autres organismes sont très inquiets. Nous savons qu'il faut traiter ce problème sur le plan national, mais naturellement je suis plus au courant des conditions dans ma propre circonscription. Les municipalités, les comités de conservation et d'autres groupes de mon comté se sont rencontrés souvent pour discuter du problème; toutefois, nous avons de la chance, car seulement une très faible partie des eaux de Kootenay-Ouest sont polluées à l'heure actuelle. La majeure partie est encore aussi pure que lorsqu'elle descend du haut des montagnes.

Pour illustrer mon point de vue, je citerai une manchette du *Nelson Daily News* du 13 février 1966; elle est intitulée: «La pollution inquiète South Slokan». Dans le numéro du 11 mars 1966 du *Trail Daily Times*, on lisait: «L'unité sanitaire réclame la récupération de nos eaux. L'accroissement démographique entraînerait la pollution des cours d'eau». On lisait dans le numéro du 17 mai 1966 du *Nelson Daily News*: «L'AKBM discute de la lutte contre la pollution. Le gouvernement se désintéresse de l'élimination des eaux-vannes». Ces questions ont été fréquemment mentionnées par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

Monsieur le président, toute ma vie, je me suis intéressé à la conservation des richesses naturelles renouvelables. Quand j'aborde ce sujet, je me laisse emporter; toutefois, je ne prendrai pas plus de temps que n'exige, à mon sens, l'importance de la question. C'est pourquoi je présente depuis plus de dix ans à la Chambre le même projet de résolution, dont